

En Afrique de l'Ouest

• **Signature d'une convention de prêt de l'AFD en faveur de Mali Biocarburant SA**

Article publié sur le site de [Malibiocarburant](#), le

Le financement de 1.25 millions d'euros octroyé par l'AFD est destiné à permettre à MBSA de financer son plan d'investissement industriel dans le secteur du jatropha. A travers ce financement, l'AFD cherche à accompagner l'essor des filières de biocarburants durables et porteurs de développement (rentables économiquement, avec un impact social et environnemental positif) par un appui aux investisseurs privés et aux politiques publiques dans les pays en développement importateurs d'hydrocarbures, afin d'apporter des réponses aux perspectives d'augmentation des prix des hydrocarbures sur le long terme.

Pour en savoir plus sur cette information et sur les activités de MBSA, cliquer [ici](#)

• **Le biocarburant est une chance pour le continent**

Article publié sur le site [allafrica.com](#), le 14 octobre

L'économiste Cherif Salif Sy a animé une conférence à l'ISRA (l'Institut Sénégalais de Recherches Agricoles) sur le thème: Agriculture et mondialisation: conséquences sur la recherche agroalimentaire. Il a notamment abordé le thème des biocarburants, estimant qu'ils sont une chance pour l'Afrique: " Les pays développés vont consacrer de plus en plus de surfaces aux biocarburants et l'Afrique pourra en profiter pour apporter à l'occident son complément de produits agricoles". Il insiste sur deux conditions essentielles pour le développement des biocarburants en Afrique: l'inversion des rapports de force pour la fixation des prix agricoles et l'importance d'éviter la compétition entre biocarburants et cultures vivrières.

Pour lire l'article, cliquer [ici](#)

• **Une loi pour la promotion des biocarburants au Sénégal**

Une loi d'orientation de la filière biocarburants au Sénégal a été votée, avec comme principe de base, entre autres, la satisfaction des besoins énergétiques nationaux, conformément avec l'objectif de sécurité alimentaire, la non cession des terres aux promoteurs et le partage équilibré des bénéfices entre les différents acteurs. La loi interdit l'utilisation de cultures alimentaires pour la production de biocarburants et stipule que des plantations massives (plus de 50 hectares) ne peuvent être installées dans des zones de cultures vivrières intensives.

Pour en savoir plus, cliquer [ici](#)

• **Biocarburants vs cultures vivrières au Sénégal**

Article publié sur le site du journal "Les Afriques" le 14 octobre

A l'occasion de l'atelier de validation du décret d'application de la loi d'orientation de la filière des biocarburants, le ministre des énergies renouvelables a indiqué que le développement des biocarburants ne menace pas les cultures vivrières au Sénégal car "les terres sont suffisantes".

pour lire l'article, cliquer [ici](#)

• **Projet agrocarburant de Fanaye**

- Des affrontements ont eu lieu, mercredi 26 octobre entre conseillers ruraux, partisans du projet d'octroi de 20000 hectares à un promoteur italien pour la production de biocarburants et le collectif de défense des terres de Fanaye : 3 morts ont été enregistrés et la maison communautaire brûlée.

pour lire l'article publié sur [farmlandgrab.com](#) le 26 Octobre, cliquer [ici](#)

- Suite à ces affrontements, le Premier Ministre, Souleymane Ndene Ndiaye met fin à ce projet

Pour lire le communiqué publié sur Afrique en ligne le 30 Octobre, cliquer [ici](#)



- **Côte d'Ivoire: Quand les planteurs se détournent de l'anacarde pour le jatropha**

Article publié sur le site fratmat.info le 7 Octobre 2011

L'article présente le projet de développement des cultures de jatropha dans la région de N'zi-Comoé, en Côte d'Ivoire initié par la société jatropha alternatifs tropicaux Côte d'Ivoire (JATROCI). Le projet prévoit à terme l'installation de 10000 hectares de plantations ainsi qu'une unité d'extraction. L'article indique que les planteurs adoptant le jatropha sont souvent ceux qui avaient déjà adopté l'anacarde il y a quelques années (sa culture avait été introduite en 2003), et qui sont maintenant confrontés aux difficultés de la filière.

Pour lire l'article, cliquer [ici](#)

Ailleurs en Afrique

- **Le jatropha, une alternative à la pénurie d'énergie ?**

Article publié sur le site Tchad on line, le 7 octobre 2011

L'article présente les activités de promotion du jatropha menées par le réseau Jatropha-Tchad. Ce réseau a commencé depuis 2005 des activités de vulgarisation du jatropha dans le sud du Tchad. Malgré l'absence de soutiens, notamment de l'État, le réseau indique avoir formé 900 agriculteurs aux techniques de production. Le réseau a pour projet de se lancer dans les activités d'extraction et ils ont déjà été approchés par des compagnies étrangères comme Chrysler-General Motor pour l'achat de graines pour l'exportation.

Pour lire l'article, cliquer [ici](#)

- **Green oil in Africa: Development opportunity or threat to food security**

Article (en anglais) publié sur le site New America media le 9 octobre 2011

L'article présente la situation des biocarburants en Afrique et principalement comment les mandats d'incorporation en Europe ont conduit plus de 50 sociétés occidentales à investir dans des projets en Afrique représentant une surface de 3.2 millions d'hectares, sans réels retours financiers ou en carburant sur les marchés domestiques. De plus en plus, il apparaît que les projets basés sur le jatropha, présentée comme une plante miracle, se révèle peu rentables et menaçant la sécurité alimentaire. Les investisseurs semblent se retirer de ce genre de grand projets et commencent à s'intéresser aux projets plus petits, basés sur les filières paysanne et visant une utilisation dans les communautés rurales.

Pour en savoir plus, cliquer [ici](#)

Union européenne et changements d'affectation des sols indirects

- **Agrocarburants : des gains incertains pour l'Union Européenne**

Article publié sur le site actu-environnement le 21 Octobre 2011

L'IFPRI vient de publier une étude commandée par la Commission Européenne sur la prise en compte du Changement d'Affectation des Sols Indirect (CASI) du aux agrocarburants en Europe. L'étude analyse deux scénarios (le premier basé sur une politique inchangée d'importation d'agrocarburants d'ici 2020 et le deuxième se base sur la libéralisation du marché qui élimine les taxes d'importation) et conclue qu'en prenant en compte le CASI les gains environnementaux sont dans tous les cas nettement moins certains. L'étude reconnaît aussi que le levier environnemental n'est pas le seul facteur à prendre en compte pour une politique de développement des agrocarburants : la diversification énergétique ou le soutien à l'agriculture peuvent faire partie des objectifs visés.

Pour lire l'article, cliquer [ici](#)

Lire aussi le communiqué de **RAC-F (Réseau Action Climat-France)** publié suite à la sortie de cette étude et qui conclue que les résultats remettent fortement en cause la politique actuelle de développement des agrocarburants, l'IFPRI reconnaissant qu'ils ne constituent pas le meilleur outil pour réduire les gaz à effets de



serre. Sylvain Angerand, des amis de la Terres (membre de RAC-F conclue: " Cette étude est un pavé dans la mare: il faut réduire la demande et arrêter la fuite en avant".

Pour lire le communiqué cliquer [ici](#)

- **L'IUCN promeut une politique innovante pour des biocarburants durables**

Article publié sur le site de l'IUCN en anglais le 6 octobre et en reprise en français sur le site Actualités-news-environnement le 7 octobre

Dans un rapport publié le 5 octobre, l'IUCN promeut une politique innovante pour répondre aux risques de changements d'affectation des sols indirects (CASI) du fait de la production de biocarburants. L'IUCN soutient le développement d'une politique encourageant et récompensant les pratiques réduisant ces risques et pénalisant les producteurs qui n'agissent pas. Les pratiques encouragées comprennent l'amélioration des récoltes sur les terres existantes, l'introduction de systèmes intégrés et l'utilisation des déchets et des terres dégradées. L'étude a été publiée par Ernst et Young et commandée par un consortium comprenant l'IUCN, l'Association européenne pour l'éthanol renouvelable (ePURE), les partenaires pour l'énergie Euro-Africaine, Riverstone, Sgell et Neste Oil.

*Pour lire l'article publié sur le site de IUCN (en anglais), cliquer [ici](#)
pour lire l'article en français, cliquer [ici](#)
pour lire le rapport (en anglais), cliquer [ici](#)*

Enjeux en France

- **La France se dote d'un observatoire des biocarburants**

Article mis en ligne sur le site Zegreenweb le 29 Septembre 2011.

Cet observatoire a vocation à suivre le développement des actions engagées pour atteindre l'objectif de 10% d'énergies renouvelables dans les transports d'ici à 2020. Il mettra en place des indicateurs de suivi, analysera les bilans et identifiera les causes des éventuels décalages avec les prévisions. Il pourra également proposer des pistes permettant de compenser les déficits éventuels ou d'améliorer l'efficacité des dispositifs en place? Cet observatoire, composé des parties prenantes de la filière (producteurs, distributeurs, associations de consommateurs...) se réunira deux fois par an sous la présidence du directeur général de l'énergie et du climat.

Pour lire l'article, cliquer [ici](#)

A lire aussi à propos de la création de cet observatoire, la note du blog de libération "oil man" publiée le 18 Octobre: **Agrocarburants et déforestation: Paris et Bruxelles assument (tous comptes faits)**

L'auteur analyse et critique la création de cet observatoire et dénonce plus largement le fait qu'au moment ou de plus en plus en plus d'études démontrent que les agrocarburants agro-industriels aggravent le réchauffement climatique, le développement des agrocarburants constitue le cœur de la stratégie climatique de l'Union Européenne.

Pour lire cette note, cliquer [ici](#)

- **Agrocarburants: manger ou conduire?**

Article mis en ligne le 3 octobre sur le site Actualités-news-environnement

L'article présente la réaction de la Fédération France Nature et Environnement aux propos de Nicolas Sarkozy qui a nié toute opposition entre production alimentaire et énergétique des agrocarburants, jugeant "propres" ces carburants d'origine végétale, lors d'une table ronde sur les choix d'investissement d'avenir dans le domaine des agrocarburants. La Fédération France Nature et Environnement juge que ces propos sont une provocation dans un contexte où il est maintenant avéré que les agrocarburants ont des conséquences désastreuses pour la souveraineté alimentaire, la biodiversité et le climat. La fédération recommande l'abandon des politiques de soutien à la production ou la consommation d'agrocarburants.

Pour en savoir plus, cliquer [ici](#)



• **Agrocarburants: une filière trop subventionnée**

Article publié sur le site de Novethic le 24 octobre

L'article dresse le bilan des critiques qui visent les incitations fiscales accordées à la filière. Plusieurs rapports ont déjà été publiés à ce sujet et le dernier juge le processus inefficace et favorisant le monopole de certains producteurs, surtout dans le secteur des biodiesel. Le rapport montre que le système en place a conduit à un surcoût pour le consommateur et questionne plus largement la rentabilité de la filière. L'article conclue en expliquant que le problème provient des objectifs d'incorporation fixés au niveau de l'Union européenne: l'UE ne peut plus faire machine arrière à cause des questions d'indépendance énergétique et du développement d'une filière économique (entre 15000 et 26 000 emplois ont été créés dans ce secteur en France).

Pour en savoir plus, cliquer [ici](#)

Cette veille thématique mise en œuvre par le projet jatroREF est une synthèse des principaux articles publiés sur les agrocarburants au cours du dernier mois.

Si vous ne souhaitez plus faire partie de cette liste de diffusion, contacter l'animateur du projet (l.steer@iram-fr.org) .

Si vous avez des ressources intéressantes pour la prochaine veille, n'hésitez pas à nous les envoyer

La présente publication a été élaborée avec l'aide de l'Union européenne. Le contenu de la publication relève de la seule responsabilité du projet jatroREF et ne peut aucunement être considéré comme reflétant le point de vue de l'Union européenne.